

# ANALYSE DES FACTEURS DE LA CRISE SECURITAIRE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER ET LE SEENO

**Adama DIAWARA**

*Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali*

**Issa DIALLO,**

*Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS), Mali*

*Email : issosfr@yahoo.fr*

**Fodié TANDJIGORA**

*Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali*

**Issa OUATTARA**

*Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS), Bamako, Mali*

## Résumé

*La présente étude apporte une contribution au diagnostic des origines de la crise sécuritaire dans le Delta intérieur du Niger (DIN) en zone inondée et le Seeno en zone exondée au centre du Mali. L'objectif de ce travail est d'analyser les facteurs qui ont favorisé le déclenchement des conflits dans ces zones. L'approche qualitative a été adoptée à travers des entretiens individuels et des focus-groups réalisés sur un échantillon de 510 individus répartis entre les deux zones. Les données collectées ont fait l'objet d'une analyse de contenu des discours. Les résultats de l'étude montrent que le Delta intérieur du Niger et le Seeno ont toujours présenté des formes de fragilités historiques mais qui ont pu être gérées grâce aux ressorts socioculturels. Il ne s'agit donc pas d'une localité vierge de toute forme de violence jusqu'à la crise actuelle. Cependant, il ressort que les formes actuelles de l'insécurité, ont du mal à trouver un correspondant culturel qui puisse les prendre en charge.*

**Mots clés :** *crise, Delta intérieur du Niger, facteurs, Seeno.*

## Abstract

*This study is a contribution to the diagnosis of the origins of the security crisis in the inundated Inner Niger Delta (DIN) and the exundated Seeno in central Mali. The aim of this work is to analyze the factors that led to the outbreak of conflict in these areas. The qualitative approach was adopted through individual interviews and focus groups carried out on a sample of 510 individuals divided between the two zones. The data collected was subjected to discourse content analysis. The results of the study show that the Inner Niger Delta and the Seeno have always presented forms of historical fragility, but that these have been managed thanks to socio-cultural resources. It is not, therefore, a locality free of all forms of violence until the current crisis. However, it is clear that current forms of insecurity are having difficulty finding a cultural counterpart to deal with them.*

**Key words:** *crisis, Inner Niger Delta, factors, Seeno.*

## **Introduction**

Depuis la dernière décennie, les pays du Sahel sont en proie à une recrudescence de la violence. Les conflits se sont étendus sur des frontières instables dans plusieurs pays et menacent aujourd'hui de s'étendre encore plus largement dans la région (Ouattara et al, 2023 : p.106). Plus de 440 000 personnes ont été déplacées dans la région du Liptako-Gourma et 5,1 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire, un chiffre en hausse constante (Oxfam France, 2019 : p.1). Le Mali, le Niger, le Burkina Faso et singulièrement, les territoires bordant les frontières communes de ces trois pays, connus sous le nom de Triangle du Liptako-Gourma sont particulièrement vulnérables. La sécurité au Sahel apparaît donc comme un problème critique pour la région dans son ensemble (Çonkar, 2020 : p.1).

Depuis 2012, la République du Mali traverse une profonde crise multidimensionnelle qui s'est traduite par l'annexion de deux tiers de son territoire, jusqu'en janvier 2013 avec l'arrivée de la force française Serval. Ceci a conduit à des déplacements forcés de plusieurs centaines de milliers de personnes dans le reste du Mali et dans la sous-région.

La crise sécuritaire enclenchée depuis 2012 au nord du pays s'est progressivement drainée vers la région de Mopti qui est une mosaïque ethnique. Malgré l'existence des réponses militaires, l'État a du mal à endiguer le phénomène et la pression exercée par les groupes armés s'accroît, d'où la nécessité de conduire cette recherche qui permettrait de diagnostiquer et analyser les racines profondes de la crise sécuritaire dans les zones du Delta Intérieur du Niger (DIN) et du Seeno dans le centre du Mali. La question centrale à laquelle l'étude tentera de répondre est : Quelles sont les spécificités de cette région qui l'ont prédisposée à une telle crise ?

Au plan structurel, l'article aborde d'abord les questions méthodologiques, ensuite les résultats qui sont enfin discutés.

### **1. Matériel et méthodes**

#### ***1.1. Zone d'étude***

##### ***1.1.1. Le Delta Intérieur du Niger***

Le Delta Intérieur du Niger, encore appelé delta central du Niger, est la

partie intermédiaire du fleuve où il se subdivise en de nombreux bras avant de reprendre un cours normal. Le delta s'étend sur environ 64 000 km<sup>2</sup> entre les villes de Djenné et Tombouctou et constitue la plus grande zone humide de toute l'Afrique de l'Ouest. Le Delta Intérieur du Niger a toujours été sujet à des tensions à cause de la concurrence entre les activités et ce, depuis l'époque de l'empire peulh du Macina (1818-1862). La sécheresse des années 1970 a provoqué une baisse drastique du niveau des crues et entraîné une crispation des tensions socio-économiques entre groupes ethniques. Les activités principales reposent sur le secteur primaire avec une coexistence de trois (3) systèmes de production (agriculture, élevage, pêche). Le DIN est caractérisé par la présence de divers groupes communautaires et socioprofessionnels entretenant des rapports à la fois complémentaires et conflictuels.

### ***1.1.2. Le Seeno***

Le Seeno couvre une grande superficie constituée de plaines et de bas-fonds qui offrent la possibilité de plusieurs activités. La population du Seeno est constituée de dogons, de peulhs, de bambaras, d'afing, de mossis, etc. Le mariage interethnique a existé dans la zone. Il en est de même pour le cousinage à plaisanterie (*Simankuya* en Bamanankan) qui a toujours été un moyen de prévention, de gestion mais aussi de résolution des conflits. Les activités économiques du Seeno portent essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'artisanat et le tourisme.

## ***1.2. Démarche méthodologique***

Pour cette recherche, nous avons adopté une approche méthodologique qualitative. Celle-ci permet de saisir les facteurs de la crise sécuritaire.

### ***1.2.1. Recherche documentaire***

Elle est fondamentale, car il existe une panoplie de documents portant sur la crise au Mali. Cette revue documentaire a permis de faire l'état des lieux des connaissances déjà existantes.

### ***1.2.2. Entretien semi directif***

La collecte de données sur le terrain s'est traduite par des entretiens individuels avec les acteurs clés. Toutes les deux zones (inondée et exondée) de la région connaissent des situations conflictuelles à des

degrés divers selon leurs spécificités sociohistoriques et géographiques. Cependant, la situation sécuritaire ne permettait pas de réaliser des interviews dans certaines communes. Aussi, sur la base d'un critère de choix tenant compte de la couverture géographique optimale et des thématiques, les groupes d'acteurs suivants ont été retenus (voir tableau 1).

**Tableau 1 : cibles et localités enquêtées**

<b>Autorités traditionnelles</b>	<b>Autorités religieuses</b>	<b>Groupes d'auto-défense</b>	<b>Elus locaux/ONG</b>	<b>Déplacés</b>
- Chefs de village - Chefs traditionnels - Responsables de "ton" villageois	- Imams - Pasteurs - Responsables de cultes traditionnels	- Dan Na - Ambassagou - Alliance pour le Salut du Sahel	- Maires - ONG humanitaire - ONG paysannes	- Koro - Bankass - Bandiagara - Youwarou - Tenenkou - Diafarabé

**Source : enquêtes de terrain, Mopti, 2022**

La collecte des données s'est étalée sur 30 jours. Dans chaque zone d'étude retenue, des entretiens individuels ont été conduits avec les personnes ressources/structures notamment, les organisations de femmes et de jeunes, les organisations religieuses et coutumières, les organismes d'appui-conseils et administratifs, les collectivités territoriales, les ONG, les radios locales, etc.

### **1.2.3. Echantillonnage**

L'étude a concerné les zones inondées et exondées du centre. Certains critères ont prévalu au choix des localités comme l'insécurité persistante, l'atteinte à la libre circulation ainsi que la chute des activités économiques. Un total de 510 personnes a été interviewé sous forme de focus groupes et d'entretiens individuels (voir tableau 2).

**Tableau 2 : répartition de l'échantillon**

Localités Instruments	Bandiagara	Bankass	Koro	Youwarou	Tenenkou	Diafarabé
Focus groupes	15	15	15	15	15	15
Entretiens Individuels	70	70	70	70	70	70
Total	510					

**Source : enquêtes de terrain, Mopti, 2022**

Les données ont été collectées dans chaque zone ciblée à travers un guide d'entretien de type semi-directif modulable suivant l'acteur rencontré.

#### **1.2.4. Négociation d'accès au terrain**

L'accès au terrain a été négocié depuis Bamako avec l'appui des étudiants ressortissants des différentes localités qui ont souvent été utilisés comme facilitateurs locaux. Leur rôle a consisté à identifier les groupes cibles, mais aussi à chercher des endroits sûrs pour réaliser les entretiens.

## **2. Résultats**

### **2.1. Des formes de fragilités historiques**

Le Delta Intérieur du Niger et le Seeno sont exposés à des fragilités liées à la coexistence des peuples et à la gestion des ressources naturelles dans la zone depuis des décennies. En plus, les sécheresses successives des années 1970 et 1980 ont provoqué une hécatombe du cheptel et poussé certaines populations nomades sur les routes migratoires surtout vers l'Algérie et la Libye.

#### **2.1.1. L'installation de la Diina de Sékou Amadou**

L'empire du Macina, appelé aussi la *Diina*, est un empire peulh théocratique fondé en 1818 par le marabout peulh de Sékou Amadou du clan des Barry et qui sera détruit par l'invasion des Toucouleurs sous la conduite d'El Hadj Omar en 1868.

Le début de la première grande fragilisation du DIN se situe vers la période de la mise en place de la *Diina* qui a sérieusement ébranlé certains ressorts traditionnels entre 1818 et 1895 à la veille de la pénétration française. En effet, le projet de la *Diina* était de regrouper et sédentariser tous les peulhs du Macina. Cette période correspond à des moments de troubles entraînant de grands mouvements sociaux et politiques pour les communautés des zones de Koro et de Bankass (*razzia*, attaques, islamisation forcée, charia, etc.). Selon la même source, ces troubles ont été exacerbés à cause des contentieux entre les peulhs du Macina de Sekou Amadou et les toucouleurs d'El Hadj Oumar.

### **2.1.2. L'ère de l'indépendance**

Une seconde période d'instabilité se situe au moment des indépendances. Certes, l'héritage colonial, caractérisé par une économie de subsistance, continua à peser très lourd, mais les politiques menées par les régimes qui se sont succédé n'ont pas permis de jeter les bases d'une économie moderne. Aujourd'hui, l'économie de la zone se trouve dans un état très difficile depuis près d'une décennie de crise. Cette situation est exacerbée par une forte baisse de la pluviométrie, avec ses cortèges de sécheresse cyclique et leurs effets dévastateurs sur les plans économique et humain.

#### **- La marginalisation des groupes de « castes »**

À l'instar des femmes, les personnes appartenant aux groupes de « caste » à savoir les affranchis et les esclaves par ascendance sont systématiquement écartées de l'exercice du pouvoir dans les villages. Par exemple, en milieu peulh, les individus issus de rang social inférieur comme les «*Rimaybe*» sont exclus du pouvoir. Cela entraîne souvent un accaparement et même une concentration des pouvoirs entre les mains de la chefferie locale, comme le cas des *Wekeebe* dans la commune rurale du Haïré, cercle de Douentza. Pourtant, au même moment, certains membres des castes exerçant traditionnellement le rôle de conseiller auprès de la chefferie, ont en effet une fonction de médiation et de conciliation.

Cette prérogative les oblige à accomplir d'office les missions de médiation et de réconciliation chaque fois qu'une situation conflictuelle se présente. Par ailleurs, traditionnellement, les groupes de caste sont dépositaires des secrets et mémoires de la communauté. Ainsi, les *forgerons*, de par leur fonction de l'ordre du sacré (maîtres du feu,

dépositaires de pouvoirs mystiques et sacrificateur), sont des acteurs importants dans la régulation sociale au sein de ces communautés.

L'avènement de la démocratie a offert un nouveau cadre de compétition sociale issu des urnes et qui va coexister avec le cadre coutumier et religieux. Ce faisant, l'ordre social établi est mis à l'épreuve en raison des contestations des « cadets sociaux » qui sont les femmes, les jeunes et les groupes de castes.

### **- La défaillance du système de gouvernance étatique**

La corruption des fonctionnaires de l'Etat, l'incapacité de l'Etat à assurer l'accès aux services sociaux de base, le manque de justice, voire l'impunité sont les principaux griefs soulevés contre l'Etat et les élus locaux. Cette défaillance de l'Etat se répercute sur la jeunesse à travers le chômage qui constitue un des griefs importants soulevés lors des discussions avec des personnes-ressources. Les jeunes de moins de 35 ans représentent 75% de la population (RGPH, 2009) ; ce qui pose d'énormes défis en termes d'éducation, de santé et d'emploi pour un pays comme le Mali. Il ressort des entretiens que le chômage des jeunes constitue une source de ressentiment envers l'Etat et un facteur d'engagement de certains jeunes dans les groupes extrémistes violents (ISS, 2016).

### **- Un système de justice très controversé à Mopti**

Par ailleurs, les personnes enquêtées à Bandiagara, Koro et Djenné mettent l'accent sur le manque de justice et la corruption. Dans ces zones, la justice est décriée pour sa partialité. Les décisions de justice donnent souvent raison aux plus offrants (argent, bétail, etc). Le système judiciaire n'est plus crédible car, des décisions de justice sont souvent contestées par les populations. Celles-ci estiment que les juges sont corrompus et que les peines sont définies selon les caractéristiques personnelles, ethniques et financières. Un Enseignant à la retraite de Youwarou, nous confiait ceci : « Nous avons un mauvais souvenir des administrateurs civils, des juges, des agents des eaux et forêts. Pour un arbre coupé, on te réclamait 50.000 F CFA, ou encore si jamais entre communautés, vous ne vous entendez pas, le juge vous fera payer de l'argent au détriment de l'une des parties. On a longtemps vu passer des juges qui se sont enrichis sur le dos des pauvres éleveurs ici à Mopti ».

Il devient évident qu'il y a un « mal-État », c'est-à-dire des rapports conflictuels avec les institutions étatiques, lesquelles sont éloignées des

populations qui ignorent leur sens ou ne répondent pas à leurs besoins. C'est l'une des raisons pour lesquelles, les populations rencontrées à Mopti lors de cette recherche, portent leurs choix sur les leaders locaux. D'abord, l'accessibilité physique et financière de ces acteurs est plus facile comparativement à la justice étatique. Le processus de la justice moderne est jugé long en raison de la lourdeur de la procédure, coûteux financièrement (avocats, réparations) et destructeur des liens sociaux. Ceux qui ont fait l'expérience de cette justice au Mali ont effrité leurs liens sociaux, voire une rupture des relations matrimoniales. Selon une notabilité de la commune de Femaye : « Aujourd'hui, les juges ont fui mais le chef de village est resté. Il est un des nôtres. Et pour les problèmes de famille ou autres, il est sollicité et sa décision est généralement respectée. Et puis, nous ne payons pas des millions. S'il y a une amende à payer, c'est purement symbolique. Mais si c'était un juge, vous serez obligé de vendre du bétail ou de faire contribuer un parent ayant les moyens ».

Le recours aux responsables communautaires (chefs coutumiers, vieux sages, leaders religieux) reste le mécanisme emportant, en majorité, le choix par les personnes enquêtées. Ces mécanismes coutumiers sont culturellement ancrés dans les mœurs grâce à la socialisation.

La plupart des entretiens réalisés mentionnent que les forces de défense et de sécurité (armée, police, gendarmerie) n'assuraient pas suffisamment et/ou correctement la sécurité des individus et des biens. Plusieurs témoignages ont relaté la corruption des responsables, leur manque de volonté, parfois leur participation aux exactions (par exemple : trafics d'armes, exactions sur des civils suspectés d'appartenir à des groupes terroristes). C'est pourquoi, le recours aux services de sécurité est perçu comme difficile, voire inefficace, notamment du fait d'un *perdiem* demandé aux plaignants, mais aussi du carburant. Cela a contribué à créer un manque de confiance entre la population et les forces de l'ordre.

## ***2.2. Aux origines directes du conflit dans le DIN et le Seeno***

Les acteurs rencontrés durant cette recherche n'ont qu'un souvenir vague de l'enchaînement des violences dans leur localité. Les entretiens réalisés montrent que les formes actuelles des violences prennent leurs sources dans des assassinats et règlements de compte isolés dans le Seeno, le Delta Intérieur du Niger, le Kareri, le Nampalari et le Wagadou.



Selon de nombreux témoins rencontrés, la crise actuelle du centre serait due au séjour des djihadistes dans cette localité et qui aurait prédisposé les populations à des conflits armés. En effet, les djihadistes ont inculqué une idéologie « égalitariste » en balayant toutes les autres formes de rapports de dépendance qui ont préexisté comme le pouvoir des *Djowro* (propriétaires terriens peulhs) sur les bourgoutières ou encore le statut des *Rimaybé* (descendants d'esclaves). Ils ont donc instrumentalisé les frustrations sociales (inégalité d'accès aux ressources naturelles comme les bourgoutières) souvent dues au statut marginalisé de certaines catégories sociales ou encore aux mauvais comportements des agents de l'Etat (juges, agents des eaux et forêts, etc.).

Cependant, un récit issu d'un focus-group dans la localité de Bankass revient régulièrement dans les causes qui ont provoqué l'insécurité dans le Seeno : « La crise du Seeno est venue de l'Est vers le cercle de Koro. C'est lorsque les peulhs ont assassiné un chasseur de renommée du nom de Souleymane Guindo du village de Gonogourou. Nous ne maîtrisons pas la date exacte mais les faits se sont déroulés lorsque le chasseur et son fils venaient de la foire de Douna-Pen. Sur la route de retour, les groupes de peulhs de la localité ont froidement assassiné le père devant son fils. L'enfant a pu s'échapper de justesse à cette attaque et a appelé au secours les villages les plus proches. C'est ainsi que les habitants de cette localité ont répondu à l'appel du fils du défunt chasseur. Ces événements se sont produits après les cas d'agressions physiques de tout genre dans la localité. Il s'agit du cas d'agression meurtrière d'un autre chasseur redoutable dans le cercle de Bankass. Ainsi par la suite, les cas de riposte et revanche sonna dans l'esprit des populations. Ces tentatives de vengeance ont provoqué le déclenchement de cette tragédie que nous vivons actuellement. Par la suite, le conflit s'est étalé dans la localité de Bankass et de Bandiagara. Pour empêcher ce conflit à nous atteindre, nous avons organisé des sessions de rencontres avec l'appui de nos ressortissants à Bamako. Mais hélas ! Le mal a fini par nous atteindre brisant tous les tissus socio-culturels qui existaient entre les populations, puisque la sincérité de nos frères peulhs faisait défaut. Si nous avons bonne mémoire, le cas de Bankass a démarré en 2018. Néanmoins, nous avons appris qu'il y'a eu des tueries ciblées dans les localités de Koro, puisque de l'assassinat ciblé de Théodore Arama a eu lieu dans la commune rurale de Ségué d'abord en 2016, puis le cas du chasseur de Gondogourou dans le cercle de Koro en 2017 lorsqu'il revenait de la

foire de Douna-Pen. A ce que nous sachions, les deux victimes étaient des chasseurs de renommée et étaient chefs des chasseurs de leurs localités respectives. A partir de ces cas emblématiques d'assassinat, les représailles ont commencé entre communautés peulh et dogon dans le Seeno ».

### ***2.2.1. Le séjour du MUJAO à Mopti en 2012 : Un tournant décisif***

Avant la crise de 2012, les modes de règlement des conflits suivaient un tout autre schéma avec un recours systématique aux pouvoirs traditionnels. Un habitant de Bankass affirme : « Je me souviens qu'à l'approche de chaque saison des pluies, les peulhs éleveurs et nous agriculteurs dogons faisons une rencontre générale afin de se rappeler les bonnes pratiques de bon voisinage. Cela a toujours marché jusqu'à l'éclatement de cette crise qui nous empêche d'accéder à nos champs. Les terroristes ont commencé leur campagne dans la Commune du Hayré en prônant l'égalité entre les hommes, particulièrement entre nobles, hommes de caste et esclaves ».

Cet extrait nous renseigne sur l'existence d'un modèle traditionnel de prise en charge des conflits locaux qui ont trouvé leur limite dans un contexte de violence armée. En effet, l'émergence, dans le Hayré, des groupes armés comme le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) avec le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), va profondément modifier les modalités de règlement des litiges. Le recours aux autorités traditionnelles est systématiquement écarté au profit d'un discours religieux qui prône l'égalité d'accès aux ressources naturelles. Ce discours « égalitariste » a trouvé un écho favorable auprès des pasteurs peulhs n'ayant pas accès à ces ressources. De notre entretien avec un notable de Douentza déplacé à Bamako, on peut retenir : « En réalité, nous avons été induits en erreur. Ces gens-là qui se disent jihadistes ont d'abord mis en avant leur volonté de mettre fin à des pratiques rétrogrades comme l'esclavage. Avec leur discours faisait apparaître que chacun pourrait s'affranchir des pratiques anciennes dépassées et assurer sa propre promotion sociale et identitaire. En raison du fait que les populations d'éleveurs de certains villages avaient des tensions récurrentes avec des agriculteurs, elles ont donc décidé de rejoindre le MUJAO pour se protéger. C'est dans cette optique que le village peulh de Touméri, (cercle de Douentza) a fait allégeance au

MUJAO et les villageois ont massivement intégré ce groupe armé terroriste à cause des conflits qui les opposaient aux agriculteurs du village de Waro autour de l'accès aux pâturages ».

De l'introduction d'un nouvel islam salafiste égalitariste à la violence armée, les populations de Mopti sont prises dans une spirale de violence sans précédent. Désormais, les conflits inter ou intracommunautaires plus ou moins anciens et récurrents dans la région de Mopti vont connaître de nouvelles reconfigurations. Un leader communautaire enquêté à Mopti affirmait : « Dans la région de Mopti, la crise a débuté dans la zone inondée, notamment les cercles de Tenenkou, Youwarou et une partie de Mopti et de Djenné. Cette crise prend sa source dans plusieurs types de différends qui sont entre autres : conflits fonciers, conflits intercommunautaires ou entre éleveurs et agriculteurs, stigmatisation de certaines communautés, mais surtout la mauvaise gouvernance ».

Les groupes armés se manifestent dans ces régions par des attaques armées, des pillages, des destructions par le feu des huttes, l'incendie des greniers des populations, le vol du bétail, les braquages, l'interruption et/interdiction des activités économiques, les arrestations arbitraires, les assassinats ciblés et les déplacements forcés. Aujourd'hui, seules les villes de Mopti et de Ségou semblent connaître un semblant de stabilité. Quant aux autres localités, la stabilité dépend de plusieurs facteurs dont les accords locaux entre les communautés, les groupes radicaux violents et les bandits armés, la présence des groupes d'autodéfense comme contre-pouvoir et la cohabitation pacifique entre groupes armés à la suite des accords passés entre eux.

La crise a commencé à se manifester par des attaques de villages, des enlèvements, des assassinats ciblés, des extorsions de biens mobiliers et immobiliers. Les zones les plus sensibles de ce pôle d'insécurité sont entre autres : La zone inondée (Youwarou, Tenenkou), Mopti (Diallobé, Koubaye, Ouro-Modi, Ouroubé Doude), les cercles de Bandiagara, Douentza, Macina, Niono, San, Tominian et Diabaly.

Les enquêtés font état de la présence d'autres nationalités au sein des groupes terroristes. Parfois, dans des mouvements armés, on rencontre aussi des acteurs venus d'ailleurs. Il ressort des entretiens que certains membres des groupes armés et terroristes s'expriment à travers des dialectes non familiers de la zone. Cependant, ils sont parvenus à s'enraciner dans les communautés par des alliances matrimoniales

(souvent forcées), idéologiques, pécuniaires, socioculturelles et symboliques. Les terroristes font de la propagande à travers des prêches en fulfuldé et dans d'autres langues comme le bamanankan, et dogosso<sup>2</sup>

. On peut retenir d'un focus group tenu à Mopti, les propos suivants : « Dans toutes les localités de la zone exondée, notamment Bandiagara, Bankass, Koro et Douentza (région de Mopti), la situation sécuritaire est alarmante et se caractérise par des attaques et tueries massives des personnes. Seuls les chefs-lieux de cercles sont plus ou moins calmes. Quant à la zone inondée comme Mopti, Tenenkou, Youwarou et Djenné, la situation sécuritaire n'est pas meilleure. Dans la région de Mopti, si on assiste à peu de conflits intercommunautaires et des tueries de masse, il faut préciser que la crise y est dynamique et varie d'une localité à une autre ».

Ainsi, les groupes terroristes se servent de l'islam pour justifier et légitimer la commission des actes de violence contrairement aux groupes armés non étatiques qui agissent sur des ficelles communautaires, ethniques, socioculturelles, historiques et même géographiques. Par ailleurs, les modes de recrutement sont efficaces. Voici les propos qu'un combattant de *Dan Na Ambassagou* nous a tenus : « nous avons environ plus d'une dizaine de milliers de combattants. La répartition se fait en fonction des territoires, pour permettre à nos hommes de bien faire leur mission ».

Les stratégies de recrutement diffèrent en fonction des groupes terroristes ou d'autodéfense.

### ***2.2.2. L'instrumentalisation des frustrations sociales par le MUJAO***

Le Delta Intérieur du Niger est caractérisé par une série de frustrations sociales qui trouvent leur origine dans la culture locale. En effet, la société peulh est très hiérarchisée avec des catégories sociales classées par échelle. Cette classification offre des avantages à certains mais frustre d'autres qui n'ont pas accès à la promotion sociale.

Les relations statutaires classiques entre nobles, aristocratie religieuse et descendants d'esclaves vont provoquer des malaises profonds. Si cette pratique est ancienne, elle va prendre une autre tournure sous l'occupation jihadiste où les « cadets sociaux » tentent de s'émanciper de la tutelle traditionnelle par l'argument purement religieux prôné par le MUJAO. Progressivement, la situation glisse vers une recomposition

sociale sous l'emprise des armes à travers lesquelles les « cadets sociaux » feront leur émancipation en intégrant des groupes radicaux. Un notable déplacé de Douentza à Bamako affirme : « C'est l'abandon de nos traditions ancestrales de cohabitation qui nous a conduit à cette crise sociale. Pourquoi vouloir détruire ce qui a toujours marché ? Par exemple à Boulkessi et Boni (cercle de Douentza) en 2015, on a vu s'affronter nos communautés peulhs entre elles en réaction à une décision rendue par l'État. Mais, en réalité, cet affrontement trouve sa source dans des tensions entre familles assumant la chefferie actuelle et des familles « administrées », lesquelles ont vu dans le MUJAO un moyen de s'élever dans la hiérarchie sociale par les armes ».

Les frustrations sociales déjà évoquées vont être exploitées par les jihadistes qui trouvent la sympathie des populations de la localité de Mopti. Dès lors, les populations locales ont adhéré à ce projet d'une société juste et équitable, d'où la constitution des milices d'autodéfense.

### **3. Discussion**

Les résultats obtenus par cette recherche convergent vers plusieurs autres études réalisées ces dernières années sur la crise sécuritaire au centre du Mali. C'est ainsi que T. Aurélien (2017), montre que l'arrivée des groupes armés dans le Delta Intérieur du Niger et le Seeno aurait désorganisé les ressorts traditionnels classiques qui résorbaient les tensions sociales. En effet, les groupes terroristes ont inculqué une idéologie égalitariste en balayant toutes les autres formes de rapports de dépendance qui ont préexisté comme par exemple le pouvoir des *Joonro*. Chez les peulhs, les *Joonro* sont propriétaires terriens et notamment des bourgoutières où les animaux vont paître ; ce sont les maîtres des pâturages, les chefs des bergers. Les groupes terroristes ont donc instrumentalisé les frustrations sociales souvent dues au statut marginalisé de certaines catégories socioprofessionnelles ou encore aux mauvais comportements de certains agents de l'État (administrateurs civils, juges, agents eaux et forêts, gendarmes, etc).

Ainsi, les populations locales avaient déjà un sentiment d'injustice vis-à-vis des institutions de l'État, d'où la soif de justice et une volonté de prendre en charge leur propre destin. Les résultats de l'étude de A. Thiam (2017 : p.24) corroborent cette idée quand il affirme que : « Les tensions entre agriculteurs et éleveurs autour des ressources foncières ont été

largement exploitées par les agents de l'État (agents des eaux et forêts ou gendarmes), les propriétaires fonciers (les *Joonvro*) bénéficiant d'une complicité financièrement motivée desdits agents pour prélever auprès des éleveurs des impôts jugés abusifs ».

C'est justement ce sentiment d'injustice et d'abandon par l'État qui fut le principal slogan du Mouvement pour Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) qui promettait une justice équitable, notamment à Douentza. Dès lors, les populations locales ont adhéré à ce projet d'une société juste et équitable d'où « l'endogénéisation » du jihad.

Par la suite, la mise en débandade des groupes armés par l'opération Serval n'a pas mis fin aux alliances qu'ils avaient tissées avec le milieu pastoral peulh. Après la débâcle des groupes terroristes dès le début de l'opération Serval, des groupuscules ont émergé un peu partout et se sont illustrés dans la commission des attentats. Ces milices armées font de la suppléance à l'État déjà absent dans une grande partie de la région de Mopti comme Tenenkou, Diafarabé, Bankass et Koro, dans une moindre mesure. Ainsi, de nouveaux acteurs constitués en milices armées et groupes d'autodéfense issus de la population locale font leur apparition. Parmi ces mouvements, nous avons : l'Alliance Nationale pour la Sauvegarde de l'Identité Peulh et la Restauration de la Justice (ANSIPRJ) dont le fondateur et dirigeant est Oumar Aldjana ; le Front de Libération du Macina du prédicateur Hamadoun Kouffa. L'absence de l'État et des élus aggrave la propagation de ces mouvements d'autodéfense qui font la loi dans la région de Mopti. Réfractaires à tout symbole de l'État, les milices armées sont à la base de nombreux crimes contre les agents de l'État (Tandjigora, 2017) et/ou contre des élus locaux (Diallo, 2017). Avec le retrait de l'État, les populations locales finissent par admettre que les milices constituent le seul recours possible. Les résultats révèlent que les formes actuelles des violences dans le Delta et le Seeno prennent leurs sources dans des assassinats et règlements de compte isolés. Cette hypothèse est confirmée par A. Thiam (2017).

En somme, des normes sociales coexistent avec celles édictées par l'État et qui sont basées sur le principe d'égalité entre tous les citoyens. Cette pluralité de normes (traditionnelles et positives) ne se fait pas sans contestations, conflits et frustrations de « cadets sociaux ». De même A. Thiam (2017) et M.G, Cissé (2018) montrent la manière dont les groupes terroristes de la région de Mopti inversent les rapports de forces avec les élites locales grâce au soutien reçu de la part des jeunes issus de couches

subalternes tels que les descendants d'esclaves appelés « *rimaybe* » et les griots.

## Conclusion

Il ressort de cette recherche que les dynamiques actuelles des conflits qui sévissent dans le Delta Intérieur du Niger et le Seeno sont à mettre dans un contexte plus large que celui de la crise de 2012 d'une part, mais aussi, d'autre part, les logiques historiques, politiques, économiques et communautaires. Au cœur des conflits, figurent divers facteurs structurels. D'une part, il s'agit de la structure sociale (stratification sociale, accès au processus de décisions) et d'autre part, la défaillance du système politique de gouvernance de l'État et des collectivités territoriales.

## Références bibliographiques

- Aurelien Tobie** (2017), *Le Centre du Mali : violences et instrumentalisation croisées*, SPIRI Insights on Peace Security, n°5.
- Cissé Modibo Galy** (2013), *La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*, Paris, La Découverte.
- Çonkar Ahmet Berat** (2020), *Développement et sécurité dans la région du sahel*, Groupe Spécial Méditerranée et Moyen-Orient, [Consulté le 11 octobre 2023], <https://www.nato-pa.int/downloadfile?filename=/sites/default/files.pdf>.
- Diallo Moussa Samba** (2017), « Centre du Mali : deux élus locaux tués en l'espace de deux semaines », in *Le Républicain*, publication du 31 janvier 2017, [Consulté le 22 août 2020], [https://koulouba3.rssing.com/channel-59450164/all\\_p673.html](https://koulouba3.rssing.com/channel-59450164/all_p673.html).
- Ouattara Issa, Diallo Issa et Sandy Lamine** (2023), « Apport de de l'Inter-collectivité du Sourou à la préservation de l'environnement dans un contexte de crise sécuritaire, in *Revue Internationale Maaya*, vol.1, n. 1, p.104-119.
- Oxfam France** (2019), *Au Sahel, le défi de construire un avenir pour toutes et tous, Le pouvoir citoyen contre la pauvreté*, [Consulté le 02 octobre 2023], <https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/au-sahel-le-defi-de-construire-un-avenir-pour-toutes-et-tous>.

**Tandjigora Fodié** (2017), *Insécurité au Mali : formes et manifestations*, [Consulté le 24 décembre 2023], [www.hypotheses.org](http://www.hypotheses.org).

**Thiam Adam** (2017), *Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée*, Centre pour le dialogue humanitaire et Institut du Macina, Bamako, [Consulté le 17 octobre 2023], <https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/centre-du-mali-enjeux-etdangers-dune-crise-negligee.pdf>.